

« Ces mouvements vont se reproduire et s'amplifier dans les années à venir »

Entretien avec Samir Amin, économiste franco-égyptien, membre du Conseil international du Forum social mondial, président du Forum mondial des alternatives.

HD. Il y a six mois maintenant, le peuple tunisien chassait le dictateur au pouvoir depuis près d'un quart de siècle, entraînant dans son sillage l'Égypte. En l'espace de six mois, la contestation s'est étendue à de nombreux pays de la région. Comment expliquez-vous un tel mouvement ?

Samir Amin. Ce qui s'est passé en Tunisie a accéléré, encouragé la contestation mais elle n'en est pas la source. Ce sont les problèmes internes qui font que cette explosion était mûre depuis très longtemps. D'un pays à l'autre, les situations sont bien sûr différentes mais il existe une raison commune, pas seulement au monde arabe mais à tous les pays du Sud, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine : la mondialisation capitaliste, impérialiste, néolibérale actuelle n'a aucune légitimité. Les masses populaires en ont assez de ce système qui, en dépit de taux de croissance faramineux pour certains pays, se solde par une paupérisation continue des classes populaires et d'une fraction importante des classes moyennes. Dans de nombreux cas, ce système a été associé à des dictatures d'une violence policière sans pareil soutenues jusqu'au bout par les gouvernements occidentaux. Ces mouvements ne doivent donc pas nous étonner. Aujourd'hui, il y a une vague arabe ; mais il y a déjà eu une vague en Amérique latine, et, ne l'oublions pas aux Philippines, en Indonésie, au Mali... Ce « printemps arabe » entre dans le mouvement de déclin du capitalisme que j'appelle « l'automne du capitalisme ».

HD. Six mois après, quel bilan faites-vous ?

SA. Beaucoup veulent tirer immédiatement les leçons de ce « printemps arabe ». Ils sont trop pressés, car il ne s'agit pas d'un changement brusque auquel serait mis un point final dans les prochaines semaines ou mois. C'est l'amorce d'une nouvelle phase historique. Personne ne sait combien de temps elle durera. Elle donnera des avancées, mais aussi des échecs et des reculs, comme toujours dans l'histoire. Certains observateurs sont très pessimistes, expliquant que le printemps arabe est fini, la page tournée. Non, la page n'est pas tournée, elle vient d'être ouverte. Il y en a pour des années encore à voir se développer des mouvements de lutte – et non simplement de contestation, c'est important de le préciser - pour un changement. D'autre part, ces mouvements ne sont pas homogènes : il y a des composantes politiques et idéologiques diverses, des objectifs qui ne sont pas toujours absolument convergents. Surtout, il y a des forces qui peuvent être récupérées par le système, qui prônent, comme toujours, le minimum de changement. « Changer tout pour ne rien changer » : c'est la stratégie de l'impérialisme, des Etats-Unis et de leurs amis subalternes européens.

HD. Vous venez de publier une analyse sur la révolution égyptienne. Comment ce rapport de forces que vous décrivez se pose-t-il dans ce pays ?

SA. Il y a en Egypte des forces progressistes et des forces réactionnaires qui se font face. Le mouvement démocratique est composé des jeunes politisés à gauche, de la gauche radicale (c'est-à-dire en Egypte la tradition communiste), des syndicats ouvriers puissants, du mouvement de résistance des petits paysans, des partis démocrates des classes moyennes, de mouvements de femmes et d'une quantité d'organisations populaires. Tous se sont réunis et ont créé le Conseil national, une assemblée d'environ 150 personnes représentative de tout le mouvement. Face à lui, existe un bloc réactionnaire puissant regroupant tous les partis bourgeois (autrement dit du capital) et les Frères musulmans. Or, l'initiative est encore largement entre les mains de ce bloc qui détient le pouvoir d'Etat et qui est protégé par l'armée (même s'il y a aussi des contradictions au sein des officiers). Peut-on dire qu'il y a aujourd'hui équilibre des forces entre ces deux blocs ? Ce qui est sûr, c'est que le bloc réactionnaire n'a pas pu mettre un terme au mouvement démocratique. Car celui-ci a beau être divers, ses composantes ont trois objectifs qui convergent : la démocratisation de la société – pas seulement des élections pluripartites mais la reconnaissance du pouvoir réel des classes populaires - ; et des mœurs. La deuxième orientation convergente est sociale – je ne dis pas socialiste – en faveur d'une autre politique économique et sociale qui réduise les inégalités au lieu de les accentuer. La troisième est d'ordre nationaliste au bon sens du terme, c'est-à-dire anti impérialiste et favorisant la reconstitution d'un rapprochement des pays du Sud face à l'hégémonie des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens. Le bloc progressiste est fort et gagne chaque jour du terrain mais il ne faut pas oublier que le bloc réactionnaire garde comme objectif de mettre un terme au mouvement : remporter les élections d'octobre, et ensuite pouvoir dire : « point final », il y a une assemblée élue, tout autre pouvoir est un pouvoir de facto, qui est illégal.

HD. Quelles lignes ces mouvements démocratiques ont-ils fait bouger dans l'équilibre des forces dans la région, notamment s'agissant du conflit israélo-palestinien ?

SA. Le dossier israélo-palestinien est central pour tous les pays de la région. Le mouvement démocratique dans son ensemble a une sympathie claire pour les droits du peuple palestinien. Il n'est pas dupe du « programme de paix » qui est en réalité un programme de soutien inconditionnel à l'expansionnisme d'Israël. Par conséquent, le changement ne peut opérer qu'en faveur d'un rééquilibrage dans la région, qui est la condition d'une paix authentique. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ne veulent pas de véritable démocratie, surtout en Egypte. La stratégie est claire : faire échouer les mouvements. Seuls les moyens sont fluctuants. Les déclarations en appui aux processus en cours relèvent de la rhétorique pure. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont certainement le premier ennemi de ces mouvements mais ils ne sont pas le seul. Obama peut compter sur ses deux alliés dans la région, Israël et l'Arabie saoudite. Et tous s'appuient sur les blocs réactionnaires qui existent dans chacun de ces pays.

HD. Les forces réactionnaires peuvent compter sur un soutien extérieur très important. Qu'en est-il du côté des forces progressistes ?

SA. Ils cherchent des alliés à l'extérieur, d'abord dans une solidarité sud-sud avec les autres mouvements des peuples au sein du monde arabe et au-delà, en Amérique latine, en Afrique, en Asie. Ils cherchent également à ouvrir des rapports de coopération avec d'autres Etats du Tiers Monde, notamment les grands pays qui sont, malgré tout, en conflit avec la logique de l'hégémonie américaine, tels que la Chine ou l'Inde. En Europe, leurs alliés sont les forces progressistes c'est-à-dire la gauche radicale. Son soutien doit passer par une dénonciation de la politique des gouvernements européens. L'Europe des gouvernements a une politique ultra-réactionnaire totalement alignée sur les Etats-Unis. Ils sont associés pour exercer une pression financière sur ces pays qui font face à d'importants problèmes économiques et financiers. Outre le soutien politique, l'appui financier est donc un élément important. Les forces réactionnaires reçoivent des milliards de dollars de l'Arabie saoudite, de l'USAID mais aussi de l'UE.

HD. L'histoire est faite de période de flux et reflux de ces mouvements démocratiques. Qu'est-ce qui sera décisif pour la poursuite de ce « printemps arabe » ?

SA. C'est le degré d'organisation des classes populaires. Elles se constituent, se renforcent mais ont encore beaucoup de faiblesses. Je pense, notamment au sujet de l'Egypte, que nous avons besoin d'une plus longue transition pacifique démocratique qui permette aux forces de gauche de s'exprimer. N'oubliez pas que pendant quarante ans, le seul discours politique autorisé dans ce pays était celui des Frères musulmans. Nous avons besoin que les autres voix se fassent entendre. A l'échelle de la région, nous ne pouvons pas parler aujourd'hui de « révolution », mais « d'avancées révolutionnaires », c'est-à-dire de constitution de centres de pouvoir populaire autonomes par rapport aux pouvoirs formels de l'Etat. Cela crée un rapport de forces interne très différent de celui qui a dominé ces 40 dernières années. Ces centres ont la possibilité d'avancer mais il n'existe aucune garantie. Personne ne l'emportera de manière décisive dans les mois qui viennent. Il y a aura des avancées et des reculs des uns et des autres mais la bataille continuera. Si ces mouvements - dans le monde arabe, en Amérique latine, en Afrique... - parviennent à converger avec l'autre réveil nécessaire, celui des travailleurs des centres impérialistes, une perspective authentiquement socialiste pourrait se dessiner à l'échelle de l'humanité entière.

Entretien réalisé par Charlotte Bozonnet